

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 14/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS)**

25 rue Principale  
57635 Hérange

Références : n°100/2024  
Code AIOT : 0010003616

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS) implanté Petit et Grand Secval 45300 Dadonville. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuelle de l'inspection et suite à la mise en demeure du 17 janvier 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS)
- Petit et Grand Secval 45300 Dadonville
- Code AIOT : 0010003616

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIERES DE DADONVILLE SAS, appartenant au groupe Denis KUCHLY (80%) et Aurélie Girard (20%), a repris l'exploitation du site précédemment exploité par la société CRAMBES à compter du 1er décembre 2021. Ce changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 22 juillet 2022.

Les activités sont actuellement réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 qui autorise l'exploitation pour une durée de 15 ans,
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 juillet 2023.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions de prévention des échauffements sur l'installation de traitement
- Dispositifs de limitation des accès
- Dispositions applicables au front d'abattage
- Contrôle des installations électriques
- Garanties financières - Renouvellement
- Respect de la quantité maximale extraite

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	/	Sans objet
8	Préservation de la biodiversité (point de contrôle n°12 de l'inspection du	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.2.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Aménagement en faveur de l'herpéthofaune (point de contrôle n°13 de l'insp	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Dépôt des horizons humifères	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Quantité maximale de matériaux	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.3.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	extraits			
2	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.6.4.	/	Sans objet
3	Fronts d'abattage	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.2.	/	Sans objet
4	Limitation des accès aux zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1.2.	/	Sans objet
5	Dispositifs de protection de l'installation de traitement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	/	Sans objet
7	Remise en état (point de contrôle n°15 de l'inspection du 01/08/2023)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Plan d'exploitation (point de contrôle n°14 de l'inspection du 01/08/2023)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.4.1.	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité maximale de matériaux extraits